



FR

CONSEIL DE DIRECTION
97^{ème} session
Rome, 2-4 mai 2018

UNIDROIT 2018
C.D. (97) 14
Original: anglais
février 2018

Point n° 14 de l'ordre du jour: Ressources et politique d'information d'UNIDROIT

(préparé par le Secrétariat)

<i>Sommaire</i>	<i>Mise à jour sur les développements intervenus depuis la 96^{ème} session du Conseil de Direction</i>
<i>Action demandée</i>	<i>Prendre note des activités entreprises et faire des suggestions pour soutenir les initiatives du Secrétariat</i>
<i>Documents connexes</i>	<i>Rapport annuel 2017 (C.D.(97) 2); C.D.(92) 12; C.D.(93) 11; C.D. (94) 11; C.D.(95) 12; C.D.(96) 12</i>

I. PUBLICATIONS SUR PAPIER

A. Revue de droit uniforme

1. 2017 a marqué la fin des cinq premières années de collaboration avec *Oxford University Press (OUP)*. Il convient de rappeler qu'un accord avec OUP a été conclu en 2012 en vertu duquel OUP reprenait la publication de la *Revue de droit uniforme*, sa distribution et son travail d'édition. En outre, il convient également de rappeler que, en tant que membre du groupe éditorial OUP, le site Internet d'OUP a créé une page/section spécifiquement consacrée à la *Revue de droit uniforme*¹.

2. La *Revue de droit uniforme* est disponible sur papier et en ligne et les abonnements peuvent concerner l'un des deux supports ou les deux. Selon les données relatives aux abonnements sur format papier, il apparaît que ceux-ci ont diminué d'année en année tandis que les abonnements en ligne ont augmenté. L'augmentation la plus importante a été celle des abonnements à une collection, c'est-à-dire au travers des abonnements aux collections de revues d'OUP². Les abonnements personnels ont diminué mais on en dénombre six depuis 2015. En 2017,

¹ Voir <http://ulr.oxfordjournals.org/> site auquel les abonnés à la *Revue* ont accès et qui contient tous les numéros parus depuis 1973. Les informations de base et les résumés des articles sont disponibles pour les visiteurs non abonnés.

² La *Revue* est également vendue dans le cadre d'une collection plus vaste d'ouvrages. Les institutions ou groupes d'institutions (consortiums) peuvent acheter toutes les revues d'OUP, ou bien toutes les revues d'OUP appartenant à un seul domaine (par exemple le droit) ou encore un ensemble de revues de leur choix, à un prix nettement inférieur à celui de chaque revue individuelle. Les "abonnements à une collection" sont les

les abonnements à plein tarif ³ par région étaient répartis comme suit: 115 en Europe, 59 en Amérique du Nord et 23 dans le reste du monde. Le total des abonnements s'élevait à 1.932 en 2017, y compris les abonnements traditionnels, résultat de migration et abonnements à une collection. Il s'agit d'une augmentation de 58 unités par rapport à 2016. En outre, la *Revue de droit uniforme* a été incluse dans les abonnements spéciaux en vigueur à OUP pour les pays en développement, qui en 2016 comptaient 873 abonnements. Ils ne concernent que l'édition en ligne et sont gratuits ou à tarifs fortement réduits.

3. En ce qui concerne l'accès en ligne, les visites sur le site de la *Revue de droit uniforme* comprenant au moins un article téléchargé ont augmenté régulièrement, passant de 1.555 en 2014 à 7.188 en 2015, 5.879 en 2016 et 12.589 en 2017. La répartition géographique par région, y compris l'accès sans téléchargement d'article, était de 16.889 en Europe, 5.168 en Amérique du Nord, 4.150 en Asie, 1.577 en Australie, 530 en Afrique et 393 en Amérique du Sud ⁴.

4. En ce qui concerne son contenu, la *Revue de droit uniforme* publie un nombre croissant de contributions à des conférences internationales intéressant UNIDROIT. Ainsi, en 2017, les contributions à trois conférences ont été publiées ("La Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (CVIM) et les Principes d'UNIDROIT relatifs aux contrats du commerce international – Contrastes et convergences", organisée conjointement par UNIDROIT et le Comité consultatif de la CVIM le 20 mai 2016, un des événements célébrant le 90^{ème} anniversaire de l'Institut (numéro 2017/1); la Conférence intitulée "*Towards a Global Framework for International Commercial Transactions Implementing the Hague Principles on Choice of Law in International Commercial Contracts*" organisée par l'Université de Lucerne et la Conférence de La Haye de droit international privé tenue à Lucerne les 8 et 9 septembre 2016 (numéro 2017/2); et le "Quatrième Colloque international sur les opérations garanties", organisé par la CNUDCI, qui s'est tenu à Vienne les 15 et 17 mars 2017 (numéro 2017/4)). Les contributions à la "9th Transnational Commercial Law Teachers' Meeting - 'Transnational Commercial Law and Natural Resources'" qui s'est tenue à l'Université Radboud de Nimègue les 2 et 3 novembre 2017 seront publiées en 2018 (numéro 2018/2).

5. Après évaluation par le Comité éditorial, les cinq premières années de coopération avec *Oxford University Press* ont été jugées positives. Bien qu'encore bas, le nombre d'abonnements augmente régulièrement, notamment pour l'édition électronique. Les utilisateurs du site Internet de la *Revue de droit uniforme* se trouvent dans de nombreux pays dont beaucoup n'auraient jamais pu avoir accès à la *Revue* sans les ressources d'OUP. On ne soulignera jamais assez l'importance d'un outil de diffusion d'informations sur l'Institut aussi essentiel que la *Revue* pour atteindre ces pays. La réputation de la *Revue* s'est en outre renforcée. L'introduction d'un système d'évaluation par les pairs a permis aux universitaires ayant besoin de publier dans des périodiques d'excellence pour l'avancement de leur carrière universitaire de le faire sans la moindre hésitation. En outre, les articles soumis spontanément ont augmenté, nombre d'entre eux écrits par des auteurs de pays africains et en développement. L'attrait exercé par la *Revue de droit uniforme* sur les auteurs des pays en développement est une conséquence majeure de la coopération avec OUP. Il est vrai qu'il a été nécessaire de réduire le nombre de revues obtenus par la Bibliothèque dans le cadre d'échanges avec la *Revue de droit uniforme*, puisque seuls 150 exemplaires gratuits sont à la disposition de l'Institut. Toutefois l'aspect positif l'emporte sur cet inconvénient.

abonnements supplémentaires souscrits par une institution dans le cadre d'un accord général (par exemple, l'institution n'y était pas abonnée précédemment).

³ Les "abonnements à plein tarif" incluent les abonnements "traditionnels" et "issus de migration". Les "abonnements institutionnels traditionnels" sont ceux des institutions qui achètent un seul abonnement à la *Revue*, au tarif de catalogue, seulement en ligne, seulement sur papier ou les deux. Les "abonnements issus de migration" sont ceux en vertu desquels une institution précédemment abonnée à la *Revue* dans le cadre d'un abonnement traditionnel, a choisi de souscrire un abonnement à une collection. L'abonnement à la *Revue de droit uniforme* est passé à un type d'abonnement plus diversifié, mais la *Revue* perçoit les mêmes revenus que précédemment.

⁴ Une liste complète des utilisations pays par pays figure à l'Annexe 1 du présent document.

B. Principes d'UNIDROIT relatifs aux contrats du commerce international 2016

6. La quatrième édition des Principes, les *Principes relatifs aux contrats du commerce international 2016*, est parue en anglais et en français en 2017. La version espagnole, préparée par M. Alejandro Garro (Argentine/Etats-Unis d'Amérique) en collaboration avec M. Javier Rodríguez Olmos (Colombie), et en consultation avec Mme Nuria Bouza Vidal (Espagne) et M. José Moreno Rodríguez (Paraguay), tous deux membres du Conseil de Direction d'UNIDROIT, ainsi qu'avec MM. Jorge Oviedo Albán (Colombie), Pedro Mendoza Montano (Guatemala) et Eugenio Hernández Bretón (Venezuela), paraîtra avant l'été 2018. Pour la publication dans des langues autres que les langues officielles de l'Institut, M. Radu Bogdan Bobei, membre du Conseil de Direction d'UNIDROIT, a préparé la version roumaine et est en contact avec l'éditeur (CH Beck Roumanie). Cette version sera également imprimée avant l'été. M. Alexander Komarov, membre du Conseil de Direction d'UNIDROIT, s'est engagé à préparer la version russe, qui sera elle aussi publiée avant l'été par la maison d'édition Statut. En novembre 2017, un accord pour la traduction des Principes en coréen a été signé entre UNIDROIT et M. June-sun Choi (Professeur émérite, Université Sungkyunkwan). Cette version sera préparée en collaboration avec MM. Kwang-hyun Suk (Université nationale de Séoul) et Hai-kwan Heo (Université de Soongsil).

C. "UNIDROIT 90 Years / Les 90 ans d'UNIDROIT"

7. L'ouvrage réalisé pour marquer le 90^{ème} anniversaire de la fondation d'UNIDROIT intitulé "UNIDROIT 90 Years/Les 90 ans d'UNIDROIT" a été publié en 2017. Conçu à des fins officielles, l'ouvrage comprend une section sur l'histoire de l'Institut, de brèves descriptions de certains instruments et des travaux avec des commentaires par les experts impliqués dans leur élaboration, ainsi que des biographies courtes de ces experts et des personnes qui ont marqué l'histoire de l'Institut. Parmi les illustrations figurent également des documents historiques importants pour UNIDROIT, comme celui de la Société des Nations portant sur sa création. La publication comprend également l'histoire de la Villa Aldobrandini, siège de l'Institut depuis sa création.

D. Livrets présentant les instruments d'UNIDROIT

8. Comme cela est indiqué dans le *Rapport annuel 2014* (C.D. (94) 2), le Secrétariat a adopté une politique d'impression de livrets présentant le texte des instruments d'UNIDROIT. Ils ne sont pas en vente mais à l'usage de conférences et autres événements. Cette pratique s'est poursuivie en 2017, avec la réimpression des livrets en anglais et en français de la Convention d'UNIDROIT de 1995 sur les biens culturels volés ou illicitement exportés, des Dispositions modèles UNESCO-UNIDROIT définissant la propriété de l'Etat sur les biens culturels non découverts ainsi que du Guide législatif d'UNIDROIT sur les titres intermédiés. En 2018, la version espagnole du Guide législatif sera publiée et d'autres livrets seront réimprimés.

II. RESSOURCES ELECTRONIQUES D'INFORMATIONS SUR UNIDROIT

A. Le site Internet d'UNIDROIT

9. Il convient de rappeler que le nouveau site Internet d'UNIDROIT est devenu opérationnel le 10 janvier 2014. Certes, des mises au point constantes sont nécessaires pour corriger d'inévitables erreurs mineures que l'utilisation du site peut révéler mais son importance pour la diffusion de l'information sur l'Organisation et ses activités doit être soulignée.

Suivi de la fréquentation du site Internet

10. Le site Internet est contrôlé par Google Analytics. Les données prises ici en considération se rapportent à l'utilisation du site entre le 29 mars 2017 et le 4 février 2018.

(a) Sources d'accès au site Internet d'UNIDROIT

11. La source d'accès la plus utilisée au site Internet d'UNIDROIT est *Google organic*⁵ (65,64%), suivi de l'accès direct (19,19%), et de *Bing organic* au troisième rang (2,55%). Un grand nombre d'entrées sont par renvoi de l'UNESCO (1,83%), de la CNUDCI (0,31%) et du Groupe de travail aéronautique (0,21%). Facebook et Wikipédia dans des versions linguistiques différentes représentent également des sources importantes d'accès: Wikipédia anglais (0,35%) et Wikipédia russe (0,27%).

(b) Pays d'origine des utilisateurs

12. En ce qui concerne les pays d'origine des utilisateurs du site Internet d'UNIDROIT, la plupart d'entre eux pendant la période examinée étaient originaires des Etats-Unis d'Amérique (8,87%), de France (8,65%), du Royaume-Uni (5,68%) et d'Italie (5,62%). Le premier pays asiatique à être représenté était l'Inde, en cinquième position avec 3,58% des utilisateurs, et le premier pays africain était le Maroc, en 35^{ème} position avec 0,69% des utilisateurs. Continent par continent, des 100 premiers pays de provenance des utilisateurs, 37 sont européens (Russie et Ukraine comprises), 21 asiatiques, 16 américains, 16 africains, 7 du Moyen-Orient et 2 d'Océanie. Un pays n'était pas comptabilisé.

(c) Les pages du site Internet consultées

13. Les 100 premières pages les plus consultées ont été examinées. La page la plus lue était celle des Principes d'UNIDROIT relatifs aux contrats du commerce international 2016 (7,63%), suivie des pages sur les Bourses de recherche et stages (4%), sur la Convention du Cap (3,64%), sur la Présentation de l'Institut (3,18%), sur les Principes d'UNIDROIT 2010 (2,61%), sur l'état de mise en œuvre de la Convention du Cap (2,26%), sur le Protocole aéronautique (1,64%), sur la Convention de 1995 portant sur les biens culturels (1,64%) et sur l'information concernant les Etats membres de l'Institut (1,26%). Les Principes ALI-UNIDROIT de procédure civile transnationale se positionnent au 21^{ème} rang (0,59%), alors que les travaux en cours sur la Procédure civile transnationale (Règles régionales ELI-UNIDROIT) se situent seulement au 52^{ème} rang (0,28%). Le Protocole MAC est arrivé en 54^{ème} position (0,28%) et le Guide Législatif sur les titres intermédiés 56^{ème} (0,27%). Les travaux sur les contrats de réassurance se plaçaient au 61^{ème} rang (0,25%), la Commission préparatoire concernant le Protocole spatial au 62^{ème} rang (0,25%) et les contrats d'investissement en terres agricoles au 66^{ème} rang (0,24%). Les pages françaises se situent en onzième position avec les Principes d'UNIDROIT 2016 (1,15%). La plupart des pages consultées étaient en anglais. Dans l'ensemble, comme ce fut le cas l'année précédente, les pages consultées étaient variées et comprenaient même des documents anciens, comme la Convention sur les testaments de 1973 (19^{ème} position, 0,65% des utilisateurs) et la Convention de 1964 portant loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels (LUVI) (30^{ème} position, 0,48%).

(d) Groupes d'âge des utilisateurs du site Internet d'UNIDROIT

14. En observant les groupes d'âge des utilisateurs du site Internet d'UNIDROIT, les données illustrées au Conseil en 2017 ont été confirmées: le groupe le plus important d'utilisateurs était

⁵ *Organic search* est une méthode pour entrer un ou plusieurs éléments de recherche dans une chaîne de données unique dans un moteur de recherche. Les résultats obtenus sont des listes sur les pages de résultats des moteurs de recherche qui apparaissent au vu de leur pertinence avec les termes de recherche, et non pas de publicité (source: Wikipédia).

compris entre 25 et 34 ans (33,50%), le deuxième entre 18 et 24 ans (27,50%), le troisième entre 35 et 44 ans (15,5%), le quatrième entre 45 et 54 ans (12,5%), le cinquième entre 55 et 64 ans (5,5%) et le sixième 65 ans et plus (5,5%). Il est intéressant de remarquer que 45,85% sont des femmes et 54,15% des hommes.

B. Réseaux sociaux

15. UNIDROIT a lancé son programme sur les réseaux sociaux, Facebook et LinkedIn, à l'occasion des célébrations du 90^{ème} anniversaire de l'Institut. Son objectif est de promouvoir les travaux de l'Institut auprès d'un public plus vaste de manière innovante, efficace et rentable. La plate-forme LinkedIn permet à l'Institut d'informer les praticiens et les juristes de ses projets, tandis que Facebook promeut UNIDROIT auprès d'une jeune génération d'avocats, d'universitaires et d'étudiants.

16. Les trois principaux indicateurs de performance du programme des réseaux sociaux de l'Institut sont i) le nombre d'abonnés, ii) la "portée" du programme du réseau social (le nombre total de personnes qui voient le contenu des réseaux sociaux d'UNIDROIT) et iii) les renvois vers le site Internet d'UNIDROIT. S'appuyant sur un fonctionnement excellent durant la première année, les comptes des réseaux sociaux de l'Institut ont dépassé les attentes relatives aux trois principaux indicateurs de performance au cours de leur deuxième année d'activité.

17. Au 13 février 2018, l'Institut comptait 1.837 abonnés sur LinkedIn et 1.939 sur Facebook qui reçoivent des mises à jour hebdomadaires sur les activités d'UNIDROIT. Ces chiffres représentent une croissance annuelle de 200% pour les abonnés LinkedIn et de 300% pour les abonnés Facebook. En ce qui concerne la "portée" de l'Institut sur les réseaux sociaux, plus de 188.000 personnes ont vu le contenu d'UNIDROIT sur Facebook en 2017, et plus de 335.000 sur LinkedIn. En 2017, Facebook a orienté 3.124 personnes vers le site Internet d'UNIDROIT (contre 2.000 en 2016), ce qui en fait la plus grande source de référence pour le site Internet.

III. BIBLIOTHEQUES DEPOSITAIRES

18. Avant l'ère des sites Internet, UNIDROIT avait demandé aux Etats membres de désigner des bibliothèques spécifiques ou d'autres institutions officielles pour agir en tant que Bibliothèques Dépositaires pour la documentation d'UNIDROIT. On leur a également demandé quels étaient les documents qu'ils seraient intéressés à conserver (des documents, mais aussi des publications, *la Revue de droit uniforme*, etc.). Tous les Etats n'ont pas désigné de Bibliothèques Dépositaires et tous ne voulaient pas tout le matériel. Avec l'adoption de la politique d'affichage de toute la documentation sur le site Internet, l'intérêt des Bibliothèques Dépositaires a diminué, mais certains Etats sont toujours désireux de les maintenir. La liste des Etats membres sur le site Internet indique également si des Bibliothèques Dépositaires ont été désignées. Afin de faciliter la consultation, une liste figure à l'Annexe 2 du présent rapport.

IV. ACTION DEMANDEE

19. *Le Conseil de Direction est invité à prendre note des activités du Secrétariat et à soutenir activement ses initiatives dans ce domaine.*

ANNEXE 1

VISITES DU SITE INTERNET DE LA REVUE DE DROIT UNIFORME PAR PAYS

PAYS	VISITES
Grande-Bretagne	4.543
Etats-Unis	3.893
Allemagne	1.647
Pays-Bas	1.462
Australie	1.367
France	1.312
Inde	1.111
Italie	1.086
Suisse	826
Canada	725
Chine	687
Belgique	652
Espagne	554
Fédération de Russie	553
Japon	438
Hong Kong	434
Autriche	432
Indonésie	403
Afrique du Sud	398
Turquie	380
Brésil	366
Corée, République de	311
Danemark	302
Suède	279
Sénégal	269
Pologne	256
Luxembourg	252
Portugal	246
Roumanie	244
Cameroun	240
Viet Nam	230
Malaisie	219
Serbie	218
Singapour	211
Iran	193
Lituanie	184
Ukraine	181

PAYS	VISITES
Grèce	179
Maurice	179
Colombie	175
Mexique	167
République tchèque	164
Hongrie	156
Thaïlande	153
Tunisie	152
Finlande	138
Chili	127
Géorgie	126
Norvège	118
Lettonie	115
Nouvelle-Zélande	114
Philippines	113
Argentine	105
Sri Lanka	104
Estonie	104
Côte d'Ivoire	99
Croatie	98
Emirats arabes unis	97
Bulgarie	93
Taiwan	83
Pakistan	80
Chypre	77
Egypte	73
Slovénie	70
Irlande	70
Israël	68
Maroc	66
Slovaquie	63
Bénin	54
Nigéria	53
Pérou	51
Liban	49
Algérie	47
Cambodge	45

PAYS	VISITES
Rwanda	44
Jordanie	42
Kenya	42
Bélarus	42
Ghana	40
Burkina Faso	39
Albanie	38
Tanzanie	36
Ex Rép. yougoslave de Macédoine	35
Malte	33
Bosnie-Herzégovine	29
Qatar	29
Moldavie, République de	29
Bangladesh	29
Arabie Saoudite	28
Niger	28
Zimbabwe	28
Paraguay	27
Macao	26
Ethiopie	23
Trinité-et-Tobago	22
Zambie	22
Koweït	19
Népal	19
Palestine	18
Madagascar	17
Togo	16
Arménie	16
Gabon	15
Ouzbékistan	15
Afghanistan	14
Haïti	14
Mali	13
Djibouti	13
Bahreïn	13
Guadeloupe	12
Réunion	12
Costa Rica	11
Oman	11
Azerbaïdjan	11
Kazakhstan	11

PAYS	VISITES
Fidji	11
Jamaïque	11
Uruguay	10
Panama	9
République centrafricaine	9
Venezuela	8
Bolivie	8
Syrie	7
Monténégro	7
Kirghizistan	7
Monaco	7
Islande	7
Equateur	6
Maldives	6
Namibie	6
Martinique	5
Uganda	5
Myanmar	5
Swaziland	5
Iraq	4
Iles Marshall	4
Saint-Siège	4
Congo	4
Botswana	4
Mongolie	4
Guatemala	4
Porto Rico	4
Bahamas	3
Malawi	3
Yémen	3
Saint-Kitts-et-Nevis	3
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3
Mozambique	3
Antilles néerlandaises	3
Congo, République démocratique du	3
Gambie	2
Libéria	2
Lesotho	2
République dominicaine	2
Vanuatu	2
Bermudes	2

PAYS	VISITES
Guyane	2
Bhoutan	2
L'île de Man	2
Suriname	2
Erythrée	2
Guyana	2
Mauritanie	2
Iles Caïman	2
Saint-Marin	1
Grenade	1
Corée, République populaire démocratique de	1
L'île Norfolk	1
Guinée	1
Guinée-Bissau	1
Dominique	1
Angola	1
Barbade	1
Brunéi Darussalam	1
Nouvelle-Calédonie	1
Honduras	1
Andorre	1
El Salvador	1
Grand Total	32.147

ANNEXE 2**BIBLIOTHEQUES DEPOSITAIRES**

Afrique du Sud	Library of the Department of Justice, Directorate: Internal Affairs, Pretoria University of Johannesburg
Allemagne	Staatsbibliothek zu Berlin, Abteilung Amtsdrukschriften und Internationaler Amtlicher Schriftentausch
Argentine	Corte Suprema de Justicia de la Nación, Secretaría de Investigación de Derecho comparado, Buenos Aires
Australie	National Library of Australia
Austriche	Universität Wien, Universitäts Bibliothek, Fachbereichsbibliothek Rechtswissenschaften
Belgique	Ministry of Justice
Bolivie	Biblioteca Central de la Cancillería de la República
Brésil	Serviço de Biblioteca e documentação – SBD, Universidad de São Paulo, Faculdade de Direito
Bulgarie	Bulgarian National Library 'St. Cyrill and St. Methodius'
Canada	Nahum Gelber Law Library, McGill University University of British Columbia Law Library
Chili	Diplomatic Academy of the Republic of Chile
Colombie	Biblioteca Luis Angel Arango
Egypte	Documentation Center, General Directorate of International and Cultural Co-operation, Ministry of Justice, Cairo
Espagne	Universidad San Pablo CEU, Madrid
Estonie	National Library of Estonia
Etats-Unis d'Amérique	Arthur W. Diamond Law Library Columbia University in the City of New York Underwood Law Library, Dedman School of Law, Southern Methodist University, Dallas
Fédération de Russie	Library of the Russian Foreign Trade Academy, Moscow
Finlande	Library of Parliament (Eduskunnan Kurjasto)
France	Bibliothèque Inter-universitaire Cujas
Grèce	Library of the Hellenic Institute of International and Foreign Law, Athens
Hongrie	Library of the Hungarian Parliament, Budapest
Inde	Library of the Indian Society of International Law, New Delhi
Indonésie	Departemen Luar Negeri (Directorate for Economic, Social and Cultural Treaties Affairs, Directorate General of Legal and Treaties Affairs, Ministry of Foreign Affairs), Jakarta
Iran (République islamique d')	Institute of Comparative Law: Faculty of Law and Political Science of the University of Tehran
Irlande	National Library of Ireland, Dublin
Japon	Ministry of Justice Library (Branch of National Diet Library), Tokyo
Lettonie	Department of European and International Law, Ministry of Justice of the Republic of Latvia
Luxembourg	Bibliothèque Nationale, Luxembourg Centre Universitaire de Luxembourg

Malte	Library Services, University of Malta
Mexique	Instituto de Investigaciones Jurídicas, Universidad Nacional Autónoma de México Academia Mexicana de Derecho Internacional Privado y Comparado, México City Biblioteca Loyola, Universidad Iberoamericana Tijuana
Norvège	Det juridiske fakultetsbibliotek, Universitetsbiblioteket i Oslo
Paraguay	Facultad de Derecho y Ciencias Sociales de la Universidad Nacional de Asunción
Pays-Bas	Library of the Ministry of Justice
Pologne	Biblioteka Sejmowa
Portugal	Serviço de Biblioteca e Documentação Diplomática do Ministério dos Negócios Estrangeiros – Instituto Diplomático Gabinete de Documentação e Direito Comparado, Procuradoria Geral da República
République de Corée	Library of the Institute for Foreign Affairs and National Security (IFANS), Seoul
République populaire de Chine	Trade Policy Library, Department of Treaty and Law, Ministry of Foreign Trade and Economic Cooperation (MOFCOM)
République tchèque	Library of the International Law Department, Ministry of Industry and Trade, (Ministerstvo průmyslu a obchodu) Prague Charles University in Prague
Roumanie	Biblioteca Nationala, Serviciul Primiri, Bucuresti
Royaume-Uni	Library of the Institute of Advanced Legal Studies, London
Saint-Siège	Biblioteca della Facoltà di Giurisprudenza, Libera Università Maria Ss. Assunta, Rome
Slovaquie	Právnická fakulta Trnavskej Univerzity, Trnava
Slovénie	Library of the Faculty of Law, University of Maribor
Suède	Library of the Swedish Parliament (Sveriges Riksdag)
Suisse	Library of the Swiss Institute of Comparative Law
Turquie	Library, Banca ve Ticaret Hukuku Arastirma Enstitüsü (The Research Institute of Banking and Commercial Law), Hukuk Fakültesi, Ankara
Uruguay	Biblioteca, Facultad de Derecho de la Universidad de la República, Montevideo